

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Le gouvernement hongrois sur le fil du rasoir

- International - Europe -

Date de mise en ligne : mercredi 16 septembre 2015

Démocratie & Socialisme

Les murs de barbelés

Face à l'afflux de réfugiés qui traversent la Hongrie en direction de l'Autriche, puis de l'Allemagne, le gouvernement hongrois a décidé de construire près de la frontière avec la Serbie un mur de barbelés de 175 km de long et de 4 mètres de large.

C'est le sociologue Jean Ziegler, vice-président du Comité consultatif des droits de l'homme à l'ONU, qui en parle le mieux : « *Le mur hongrois viole le droit international. Sa construction est un scandale absolu [...]. La Hongrie a signé comme plus de 150 États membres des Nations Unies, la Convention internationale sur les réfugiés de 1952 qui crée le droit d'asile... Ce droit d'asile est un droit humain universel. Respecter les droits de l'homme est aussi une des principales conditions d'adhésion à l'UE que la Hongrie se doit d'appliquer. Le silence assourdissant de Bruxelles sur ce mur est étonnant. Pire, inadmissible* ».

Le gouvernement autoritaire de Victor Orban

Orban est élu en 2010 avec 52 % des voix lui donnant un parlement à sa botte.

Il exerce une tutelle sur les télévisions et radios publiques tenues par ses amis.

Il a établi un système Orban : la culture, la police, le sport, l'économie, sont dirigés par ses proches.

Il pratique un véritable culte de la personnalité, en organisant des manifestations culturelles à sa gloire.

Il annonce une consultation publique sur « l'immigration et le terrorisme », ce qui montre le lien qu'il suggère entre les deux.

Il projette de rétablir la peine de mort.

Enfin les minorités sont persécutées.

Attitude de Bruxelles face à cet autoritarisme

Disons que Bruxelles grogne. Junker au sommet de Riga, apostrophe Orban en lui disant « *Salut dictateur* ».

Même s'il y a un précédent en 2000 avec l'entrée de l'extrême droite de Haider dans le gouvernement conservateur autrichien et si des sanctions ont été réclamées par Bruxelles contre l'Autriche, cela n'a pas été très loin. Il ne semble pas être question de sanctions contre la Hongrie, moins encore d'exclusion.

Le projet de rétablissement de la peine de mort

Si Orban fait voter ce projet, là, Bruxelles peut se fâcher.

L'abolition de la peine de mort est **une condition préalable** à l'entrée d'un État dans l'UE. Si un pays, en l'occurrence, la Hongrie, rétablit la peine de mort, cela peut être un *casus belli*. Junker a dit dans une interview au journal allemand *Zuddeutsche Zeitung* : « *Celui qui rétablit la peine de mort n'a pas sa place dans l'UE* », une telle situation serait une raison de divorce, **elle serait contraire aux valeurs fondamentales de l'UE**.

Si le gouvernement hongrois de Victor Orban rétablissait la peine de mort, la Hongrie serait exclue de l'Union européenne.